
3rd Session, 51st Legislature
New Brunswick
39 Elizabeth II, 1990

77
3^e session, 51^e Législature
Nouveau-Brunswick
39 Elizabeth II, 1990

BILL

AMBULANCE SERVICES ACT

PROJET DE LOI

LOI SUR LES SERVICES D'AMBULANCE

HON. RAYMOND J. FRENETTE

L'HON. RAYMOND J. FRENETTE

Ambulance Services Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

1 In this Act

“air ambulance” means an aircraft designed or adapted to be used for the transportation of patients;

“ambulance” means a motor vehicle designed or adapted to be used for the transportation of patients, but does not include an air ambulance;

“ambulance attendant” means a person who attends patients being transported by ambulance, and includes an ambulance driver;

“co-ordinating hospital” means a hospital with which the Minister enters an agreement under section 9;

“Director” means the Director of Ambulance Services appointed under section 3 and includes any person designated to act on the Director’s behalf;

“district” means, subject to subsection 7(4), a health district designated and constituted under the *Health Act*;

Loi sur les services d’ambulance

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète:

1 Dans la présente loi

«ambulance» désigne un véhicule à moteur conçu ou adapté pour être utilisé au transport des malades, mais ne s’entend pas d’une ambulance aérienne;

«ambulance aérienne» désigne un avion conçu ou adapté pour être utilisé au transport des malades;

«ambulancier» désigne une personne qui assiste les personnes qui sont transportées par ambulance et s’entend également d’un conducteur d’ambulance;

«Directeur» désigne le Directeur des services d’ambulance nommé en vertu de l’article 3 et s’entend également d’une personne désignée pour le représenter;

«employer» s’entend également

a) d’engager en vertu d’un contrat pour l’obtenir de services, et

“employ” includes

- (a) engage under a contract for services, and
- (b) accept on a voluntary basis the services of;

“hospital” means a hospital as defined in the *Public Hospitals Act*;

“inspector” means a person appointed under section 5;

“medical practitioner” means a person lawfully entitled to practise medicine in the Province;

“Minister” means the Minister of Health and Community Services and includes any person designated to act on the Minister’s behalf;

“operate” means make available for the transportation of patients;

“patient” means a person who needs or may need medical attention.

2(1) The Minister is responsible for the administration of this Act and shall endeavour through this Act to ensure the development throughout the Province of a balanced and effective system of ambulance services.

2(2) The Minister may designate persons to act on the Minister’s behalf.

3(1) The Minister shall appoint a Director of Ambulance Services.

3(2) The Director may designate persons to act on the Director’s behalf.

4(1) The Minister may appoint an Ambulance Services Advisory Committee to provide the Minister with advice concerning the provision of ambulance services in the Province.

b) d’accepter les services fournis sur une base volontaire;

«exploiter» désigne mettre en disponibilité pour le transport des malades;

«hôpital» désigne un hôpital tel que défini dans la *Loi sur les hôpitaux publics*;

«hôpital coordonnateur» désigne un hôpital avec lequel le Ministre a conclu une entente en vertu de l’article 9;

«inspecteur» désigne une personne nommée en vertu de l’article 5;

«malade» désigne une personne qui nécessite ou peut nécessiter des soins médicaux;

«médecin» désigne une personne habilitée par la loi à pratiquer la médecine dans la province;

«Ministre» désigne le ministre de la Santé et des Services communautaires et s’entend également d’une personne désignée pour le représenter;

«région» désigne, sous réserve du paragraphe 7(4), les régions sanitaires désignées et constituées en vertu de la *Loi sur la Santé*.

2(1) Le Ministre est responsable de l’administration de la présente loi et doit tenter par la présente loi, d’assurer le développement à travers la province d’un système de services d’ambulance qui soit équilibré et efficace.

2(2) Le Ministre peut désigner des personnes pour le représenter.

3(1) Le Ministre peut nommer un Directeur des services d’ambulance.

3(2) Le Directeur peut désigner des personnes pour le représenter.

4(1) Le Ministre peut nommer un Comité consultatif des services d’ambulance pour que celui-ci l’avise concernant la fourniture des services d’ambulance dans la province.

4(2) The membership of the Ambulance Services Advisory Committee shall include

- (a)* the Director,
- (b)* a nominee of the New Brunswick Ambulance Operators Association,
- (c)* a nominee of the St. John Ambulance, New Brunswick Council,
- (d)* a nominee of the New Brunswick Hospital Association,
- (e)* a nominee of the Nurses Association of New Brunswick,
- (f)* a nominee of the New Brunswick College of Physicians and Surgeons,
- (g)* a person employed in the Department of Municipal Affairs,
- (h)* a person employed in the Department of Advanced Education and Training, and
- (i)* a person employed in the Department of Health and Community Services, who shall chair the Committee.

5 The Minister may appoint inspectors for the purposes of this Act.

6(1) In each district there shall be an Ambulance Services Co-Ordinating Committee.

6(2) Each hospital in the district may appoint one person to the Ambulance Services Co-Ordinating Committee.

6(3) The Minister may appoint up to three additional persons to any Ambulance Services Co-Ordinating Committee.

7(1) An Ambulance Services Co-Ordinating Committee shall prepare, in consultation with the

4(2) Le Comité consultatif des services d'ambulance comprend

- a)* le Directeur,
- b)* une personne proposée par l'Association des opérateurs ambulanciers du Nouveau-Brunswick,
- c)* une personne proposée par les Ambulances Saint-Jean, Conseil du Nouveau-Brunswick,
- d)* une personne proposée par l'Association des hôpitaux du Nouveau-Brunswick,
- e)* une personne proposée par l'Association des infirmiers et infirmières du Nouveau-Brunswick,
- f)* une personne proposée par le Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick,
- g)* une personne employée au ministère des Affaires Municipales,
- h)* une personne employée au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation, et
- i)* une personne employée au ministère de la Santé et des Services communautaires qui doit en assurer la présidence.

5 Le Ministre peut nommer des inspecteurs aux fins de la présente loi.

6(1) Est établi dans chacune des régions un Comité coordonnateur des services d'ambulance.

6(2) Chaque hôpital d'une région peut nommer une personne au Comité coordonnateur des services d'ambulance.

6(3) Le Ministre peut nommer à chacun des Comités coordonnateurs des services d'ambulance jusqu'à trois autres membres.

7(1) Un Comité coordonnateur des services d'ambulance doit préparer en consultation avec le

Director, and shall submit to the Minister, an ambulance services plan for its district.

7(2) The plan shall be based on information and recommendations in relation to

- (a)* the requirements of the district for ambulance service,
- (b)* resources available in the district to meet those requirements,
- (c)* levels of service,
- (d)* co-ordinating hospitals, and
- (e)* such other matters as the Ambulance Services Co-Ordinating Committee considers relevant,

and shall state how ambulance services are to be provided in the district.

7(3) If the Minister is satisfied that the plan, or the plan as modified by the Minister,

- (a)* is practicable, and
- (b)* will provide an appropriate level of ambulance service to the inhabitants of the district,

the Minister may approve the plan, or the modified version of it, as the plan for the district.

7(4) If it appears to the Minister that some part of a district would be more satisfactorily served as part of another district, the Minister may assign that part, for the purposes of this Act, to the other district.

8(1) The Minister may vary from time to time a plan that has been approved under section 7.

8(2) The Minister shall not vary a plan without first considering the recommendations of the Ambulance Services Co-Ordinating Committee for the district to which the plan relates.

Directeur un plan directeur pour sa région et il doit le soumettre au Ministre.

7(2) Le plan directeur est fondé sur des renseignements et des recommandations relativement

- a)* aux exigences de la région quant aux services d'ambulance,
- b)* aux ressources disponibles au sein de la région pour répondre à ces exigences,
- c)* aux niveaux de services,
- d)* aux hôpitaux coordonnateurs, et
- e)* à toutes autres questions que le Comité coordonnateur des services d'ambulance estime pertinentes,

et il doit indiquer comment les services d'ambulance doivent être fournis dans la région.

7(3) Si le Ministre est convaincu que le plan directeur, ou le plan directeur tel que modifié par lui

- a)* est faisable, et
- b)* fournira un niveau approprié de services d'ambulance aux habitants de la région,

il peut approuver le plan directeur, ou la version modifiée, comme plan directeur pour la région.

7(4) S'il appert au Ministre qu'une partie de la région serait desservie de manière plus satisfaisante si elle était traitée comme faisant partie d'une autre région le Ministre peut assigner cette partie à l'autre région aux fins de la présente loi.

8(1) Le Ministre peut changer à l'occasion un plan directeur qui a été approuvé en vertu de l'article 7.

8(2) Le Ministre ne peut changer un plan directeur sans avoir au préalable pris en considération les recommandations du Comité coordonnateur des services d'ambulance de la région à laquelle le plan directeur s'applique.

8(3) An Ambulance Services Co-ordinating Committee shall bring to the attention of the Minister any circumstances which, in its opinion, should lead to a variation in the plan.

8(4) An Ambulance Services Co-ordinating Committee shall meet at least once each year.

9(1) When the Minister has approved a plan for a district, the Minister may enter an agreement with one or more hospitals in that district in relation to the provision of ambulance services in the district.

9(2) In an agreement under this section a hospital shall undertake to co-ordinate the delivery of ambulance services in its district, or in part of its district, in accordance with the plan.

9(3) In an agreement under this section the Minister may specify terms that are to be included in any agreement the co-ordinating hospital may enter under subsection 10(1).

10(1) A co-ordinating hospital may, in accordance with the plan, enter an agreement with any person in relation to the provision of ambulance services.

10(2) An agreement under subsection (1) shall include any terms specified by the Minister under section 9, and the Minister may enforce those terms against any party to the agreement.

11(1) The Minister shall establish training standards for the certification of ambulance attendants and may grant certifications of ambulance attendants.

11(2) The Minister may establish different levels of certification for ambulance attendants, and may require periodic re-certification of ambulance attendants.

8(3) Le Comité coordonnateur des services d'ambulance doit porter à l'attention du Ministre toute circonstance qui de son avis, pourrait amener une révision du plan directeur.

8(4) Le Comité coordonnateur des services d'ambulance doit se réunir au moins une fois par année.

9(1) Lorsque le Ministre a approuvé un plan directeur pour une région, il peut conclure une entente avec un ou plusieurs des hôpitaux de la région relativement à la fourniture de services d'ambulance dans la région.

9(2) Dans une entente en vertu du présent article, un hôpital doit entreprendre de coordonner la distribution des services d'ambulance dans sa région ou dans une partie de celle-ci, conformément au plan directeur.

9(3) Dans une entente en vertu du présent article le Ministre peut spécifier les modalités qui doivent être incluses dans une entente que peut conclure un hôpital coordonnateur en vertu du paragraphe 10(1).

10(1) Un hôpital coordonnateur peut, conformément au plan directeur, conclure des ententes avec toute autre personne relativement à la fourniture de services d'ambulance.

10(2) Une entente en vertu du paragraphe (1) doit inclure toutes modalités spécifiées par le Ministre en vertu de l'article 9, et le Ministre peut faire exécuter ces modalités contre toute partie à l'entente.

11(1) Le Ministre doit établir des normes de formation pour l'accréditation des ambulanciers et il peut accorder des certificats d'accréditation aux ambulanciers.

11(2) Le Ministre peut établir des niveaux différents d'accréditation pour les ambulanciers et peut requérir qu'ils soient périodiquement accrédités à nouveau.

11(3) The certification of an ambulance attendant lapses at the time stated in the certification unless, by that time, the ambulance attendant is re-certified by the Minister.

11(4) No person shall act as an ambulance attendant unless currently certified by the Minister as an ambulance attendant.

11(5) Unless authorized by a medical practitioner, no ambulance attendant shall, while acting as such, do anything which is beyond the scope of the ambulance attendant's current certification level.

11(6) No person shall employ any person as an ambulance attendant unless the person employed is currently certified by the Minister as an ambulance attendant.

12(1) The Minister shall establish vehicle standards and equipment standards for ambulances.

12(2) Before an ambulance is first used in the provision of ambulance service, the owner shall make the ambulance and its equipment available for inspection by an inspector.

12(3) If advised by an inspector that the ambulance and its equipment meet the standards established by the Minister, the Director may approve the ambulance for use.

12(4) If advised by an inspector at any time that an ambulance or its equipment do not meet the standards established by the Minister, the Director may withdraw approval of an ambulance.

12(5) No person shall use in the provision of ambulance service an ambulance that is not currently approved in accordance with this section.

13 The Minister may establish standards relating to

(a) the medical and other supplies that should be carried in an ambulance,

11(3) L'accréditation d'un ambulancier vient à échéance au moment indiqué au certificat d'accréditation à moins qu'à ce moment-là, l'ambulancier n'ait reçu une nouvelle accréditation du Ministre.

11(4) Nul ne peut agir à titre d'ambulancier à moins d'être actuellement accrédité par le Ministre.

11(5) A moins d'y être autorisé à l'avance par un médecin, nul ambulancier ne peut, lorsqu'il agit à ce titre, faire quoique ce soit hors du cadre de son niveau d'accréditation actuelle.

11(6) Nul ne peut employer une personne à titre d'ambulancier à moins que celle-ci ne soit un ambulancier qui est actuellement accrédité par le Ministre.

12(1) Le Ministre doit établir des normes pour les ambulances et leur équipement.

12(2) Avant qu'une ambulance ne soit utilisée pour la première fois pour fournir des services d'ambulance, le propriétaire doit mettre à la disposition d'un inspecteur l'ambulance et son équipement pour inspection.

12(3) Si le Directeur est avisé par un inspecteur que l'ambulance et son équipement respectent les normes établies par le Ministre, le Directeur peut approuver l'ambulance pour utilisation.

12(4) Le Directeur peut retirer son approbation quant à une ambulance s'il est avisé par l'inspecteur et ce à tout moment, qu'une ambulance ou son équipement ne respecte pas les normes établies par le Ministre.

12(5) Nul ne peut utiliser pour fournir des services d'ambulance une ambulance qui n'est pas actuellement approuvée conformément au présent article.

13 Le Ministre peut établir des normes relatives

a) aux fournitures médicales et autres qui doivent être dans une ambulance,

(b) the services and procedures that should be available from an ambulance, and

(c) the staffing of an ambulance.

14(1) A person who intends to operate an ambulance shall apply to the Director for an operator's licence.

14(2) The Director may issue an operator's licence if satisfied

(a) that the ambulance service provided by the applicant will be in accordance with this Act, the regulations and any standards established by the Minister,

(b) that the ambulance service provided by the applicant will provide properly for the health and safety of patients,

(c) that there is or may be a need for the ambulance service that the applicant intends to provide,

(d) that the applicant has and will maintain insurance in accordance with the regulations, and

(e) that there is no reason for refusing the application.

14(3) Paragraph (2)(c) does not apply where an applicant

(a) was providing ambulance service on the commencement of this section, and

(b) applies for an operator's licence within one year after the commencement of subsection (2).

14(4) The Director may impose terms and conditions in an operator's licence, and by such terms and conditions may, among other things,

(a) restrict the places in which a person may operate ambulances, and

b) aux services et aux procédés qui sont disponibles à partir d'une ambulance, et

c) à la dotation du personnel d'une ambulance.

14(1) La personne qui a l'intention d'exploiter une ambulance doit faire une demande de permis d'exploitant au Directeur.

14(2) Le Directeur peut délivrer un permis d'exploitant s'il est convaincu

a) que le service d'ambulance fourni par le demandeur sera conforme à la présente loi, aux règlements, et à toutes les normes établies par le Ministre

b) que le service d'ambulance fourni par le demandeur sera convenable pour la santé et la sécurité des malades,

c) qu'il existe ou qu'il puisse exister un besoin de services d'ambulance que le demandeur a l'intention de fournir,

d) que le demandeur a et maintiendra une couverture d'assurance conformément aux règlements, et

e) qu'il n'y a aucune raison de refuser la demande.

14(3) L'alinéa (2)c) ne s'applique pas lorsque le demandeur

a) fournissait déjà ses services d'ambulance lors de l'entrée en vigueur du présent article, et

b) fait une demande de permis d'exploitant dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du paragraphe (2).

14(4) Le Directeur peut imposer des modalités et conditions à un permis d'exploitant, et ces modalités et conditions peuvent, entre autres,

a) restreindre les endroits où une personne peut exploiter des ambulances, et

(b) restrict the number of ambulances a person may operate.

14(5) The Director shall impose in every operator's licence a condition that any ambulance service provided by the operator will be in accordance with this Act, the regulations and any standards established by the Minister.

14(6) No person shall operate an ambulance unless currently licensed under this Act to do so.

15 The Director may suspend or revoke an operator's licence

(a) for breach of any term or condition of the licence,

(b) for breach of an operator's agreement with a co-ordinating hospital,

(c) where an operator has provided ambulance service negligently or in a manner prejudicial to the health or safety of patients, or

(d) where, for any other reason, it appears to the Director inappropriate that the operator should continue to operate an ambulance.

16(1) A person

(a) whose application under section 14 has been refused, or

(b) whose operator's licence has been suspended or revoked under section 15,

may request a review of the decision by the Ambulance Services Review Board.

16(2) The Ambulance Services Review Board shall consist of three persons appointed by the Minister.

16(3) The Ambulance Services Review Board shall investigate the facts of the matter and shall

b) restreindre le nombre d'ambulances qui peuvent être exploitées.

14(5) Le Directeur doit imposer à chacun des permis d'exploitant la condition à l'effet que le service d'ambulance fourni en vertu du permis le sera conformément à la présente loi, aux règlements et à toutes les normes établies par le Ministre.

14(6) Nul ne peut exploiter une ambulance à moins d'être actuellement titulaire d'un permis à cet effet.

15 Le Directeur peut suspendre ou révoquer un permis d'exploitant

a) pour contravention à une modalité ou condition du permis,

b) pour contravention à une entente conclue entre l'exploitant et un hôpital coordonnateur,

c) lorsque l'exploitant a fourni des services d'ambulance de manière négligente ou préjudiciable à la santé ou la sécurité des malades, ou

d) lorsque, pour toute autre raison, il appert au Directeur qu'il est inapproprié que l'exploitant puisse continuer d'exploiter une ambulance.

16(1) Une personne

a) dont la demande en vertu de l'article 14 a été refusée, ou

b) dont le permis d'exploitant a été suspendu ou révoqué en vertu de l'article 13

peut demander une révision de la décision par la Commission de révision pour les services d'ambulance.

16(2) La Commission de révision pour les services d'ambulance doit être composée de trois personnes nommées par le Ministre.

16(3) La Commission de révision pour les services d'ambulance doit enquêter sur les faits de l'affaire

give the person who requested the review an opportunity to make representations.

16(4) The Ambulance Services Review Board shall make recommendations to the Minister concerning the disposition of the matter.

16(5) The Minister shall consider the recommendations of the Ambulance Services Review Board, and may dispose of the matter as, in the light of those recommendations, the Minister thinks best.

17 If the Minister is satisfied that it is consistent with the purposes of this Act and is in the public interest to do so, the Minister may exempt any person or vehicle from the application of this Act or any regulation or standard under it for such period and on such terms as the Minister determines.

18(1) The Minister may enter agreements with any person for the purposes of this Act, including agreements relating to the training of ambulance attendants and agreements relating to air ambulance service.

18(2) The Minister may make grants to any person for the purposes of this Act, including grants relating to the purchase or equipping of ambulances.

18(3) The Minister may pay or share the cost of the use of an ambulance in circumstances determined by the Minister.

18(4) The Minister may establish and operate, or assist in the establishment and operation of, a communication system for ambulances.

19(1) An inspector may at any reasonable time enter any ambulance and inspect the ambulance, its equipment and its supplies.

19(2) An inspector may at any reasonable time

et doit donner à la personne qui a demandé la révision l'opportunité de faire des représentations.

16(4) La Commission de révision pour les services d'ambulance doit faire des recommandations au Ministre concernant la manière dont l'affaire doit être disposée.

16(5) Le Ministre doit prendre en considération les recommandations de la Commission de révision pour les services d'ambulance et peut disposer de l'affaire de la manière qu'il pense être la meilleure à la lumière de ces recommandations.

17 Si le Ministre est convaincu qu'il est compatible avec les fins de la présente loi et qu'il est de l'intérêt public de le faire, il peut exempter toute personne ou tout véhicule de l'application de la présente loi ou des règlements ou des normes établies en vertu de ceux-ci pour une période et selon les modalités qu'il détermine.

18(1) Le Ministre peut conclure des ententes avec toute personne aux fins de la présente loi, y compris des ententes relatives à la formation des ambulanciers et des ententes relatives au service d'ambulance aérienne.

18(2) Le Ministre peut accorder des subventions à toute personne pour les fins de la présente loi, y compris des subventions pour l'achat ou l'équipement d'ambulances.

18(3) Le Ministre peut défrayer ou partager les coûts d'utilisation d'une ambulance selon les circonstances qu'il détermine.

18(4) Le Ministre peut établir et exploiter, ou assister dans l'établissement et l'exploitation d'un système de communication pour les ambulances.

19(1) Un inspecteur peut à tout moment raisonnable pénétrer dans une ambulance et inspecter l'ambulance ainsi que son équipement et ses fournitures.

19(2) Un inspecteur peut à tout moment raisonnable

(a) enter any premises used by an operator in connection with the provision of ambulance services, and

(b) inspect or remove temporarily for inspection any equipment, supplies, books, documents or records relating to the provision of ambulance services.

20(1) Where the Minister believes on reasonable grounds that an ambulance is being operated in violation of subsection 14(6), the Minister may detain the ambulance.

20(2) If, thirty days after the detention of an ambulance under subsection (1), no charge has been laid in relation to the operation of the ambulance, the Minister shall release the ambulance.

20(3) If a charge in relation to the operation of an ambulance is laid within thirty days after the detention of the ambulance under subsection (1), the Minister may retain the ambulance until the charge is finally disposed of, at which time

(a) if the defendant is convicted, the ambulance is forfeited to the Crown, and the Minister may use or dispose of it as the Minister sees fit, or

(b) if the defendant is acquitted, the Minister shall release the ambulance.

21 No person shall obstruct or hinder the Minister, the Director or an inspector in the execution of any function under this Act.

22 Except with the written permission of the Director, no person shall use or permit an ambulance to be used for a purpose other than

(a) the transportation of patients and the provision to them of medical attention, or

a) pénétrer dans les locaux utilisés par un exploitant qui sont liés à la fourniture des services d'ambulance, et

b) inspecter et enlever temporairement pour fin d'inspection tout équipement, toutes fournitures, tous livres, tous documents ou tous registres se rapportant à la fourniture des services d'ambulance.

20(1) Lorsque le Ministre a des motifs raisonnables de croire qu'une ambulance est exploitée en contravention au paragraphe 14(6), le Ministre peut détenir l'ambulance.

20(2) Si, dans les trente jours qui suivent la mise en détention d'une ambulance en vertu du paragraphe (1), aucune accusation n'a été portée relativement à l'exploitation de l'ambulance, le Ministre doit la relâcher.

20(3) Si une accusation relativement à l'exploitation de l'ambulance est portée dans les trente jours qui suivent la mise en détention d'une ambulance en vertu du paragraphe (1), le Ministre peut retenir l'ambulance jusqu'à ce qu'il soit finalement décidé de l'accusation, moment auquel,

a) si le défendeur est déclaré coupable, l'ambulance est confisquée au profit de la Couronne, et le Ministre peut l'utiliser ou en disposer de la manière qu'il juge appropriée, ou

b) si le défendeur est acquitté, le Ministre doit relâcher l'ambulance.

21 Nul ne peut gêner ou entraver le Ministre, le Directeur ou un inspecteur alors qu'il accomplit une fonction en vertu de la présente loi.

22 Sauf avec l'autorisation écrite du Directeur, nul ne peut utiliser ou permettre que soit utilisée une ambulance à d'autres fins

a) qu'au transport des malades et à la fourniture de soins médicaux à ces malades, ou

- (b) the transportation of items being transported for medical purposes.
- 23** A person employed in the administration of this Act shall not disclose information acquired by virtue of that employment, unless disclosure is required for the purposes of this Act.
- 24** A person employed in the provision of ambulance service shall not disclose information relating to the personal circumstances of patients, unless disclosure is requested by the patient or is required in the interest of the patient or of patient care in general.
- 25** In any prosecution for a violation of this Act, any document purporting to be signed by the Minister or the Director is admissible in evidence without proof of the signature, appointment or authority of the person purporting to have signed it, and is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the matters stated in the document.
- 26** A person who violates or fails to comply with a provision of this Act listed in Column I of Schedule A commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding the amount stated beside it in Column II of Schedule A, and in default of payment of the fine is liable to imprisonment in accordance with subsection 31(3) of the *Summary Convictions Act*.
- 27** Nothing in this Act prevents a person from attending or assisting in the transportation of a patient at the request of a medical practitioner, a police officer, a coroner, a firefighter or an ambulance attendant.
- 28** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations
- (a) respecting the conduct and management of ambulance services and the use of ambulances;
- b) qu'au transport d'articles qui sont transportés à des fins médicales.
- 23** Une personne employée à l'application de la présente loi ne peut divulguer tout renseignement obtenu en raison de son emploi à moins, que la divulgation ne soit requise aux fins de la présente loi.
- 24** Une personne employée à la fourniture de services d'ambulance ne peut divulguer des renseignements se rapportant aux circonstances personnelles du malade, à moins que la divulgation ne soit requise par le malade ou qu'elle soit requise dans l'intérêt du malade ou pour les soins des malades en général.
- 25** Dans une poursuite pour contravention à la présente loi, tout document prétendant être signé par le Ministre ou le Directeur est admissible en preuve sans qu'il faille prouver la signature, la nomination ou l'autorité de la personne qui semble l'avoir signé et ce document fait foi, en l'absence de preuve à l'effet contraire des faits qui y sont énoncés.
- 26** Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente loi qui figure dans la colonne I de l'annexe A commet une infraction et est passible sur déclaration sommaire de culpabilité d'une amende ne dépassant pas le montant qui figure vis-à-vis dans la colonne II de l'annexe A, et à défaut de paiement de l'amende la personne est passible d'une peine d'emprisonnement conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur les poursuites sommaires*.
- 27** Rien dans la présente loi n'empêche une personne d'assister un malade au cours de son transport ou aider au transport d'un malade à la demande d'un médecin, d'un agent de la paix, d'un coroner, d'un pompier ou d'un ambulancier.
- 28** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements
- a) concernant la tenue et la gestion des services d'ambulances et l'utilisation des ambulances;

(b) respecting the records, books, accounting systems, audits, reports and returns to be kept and made by a person who operates an ambulance;

(c) respecting the submission of returns, reports and information to the Director;

(d) respecting the amount and kind of insurance to be maintained by a person who operates an ambulance, and the reporting of cancellation of insurance;

(e) respecting reviews by the Ambulance Services Review Board;

(f) providing, subject to this Act, for the appointment of committees and respecting the powers, duties and procedures of committees, including committees referred to in this Act, and the remuneration of their members;

(g) giving additional powers and duties to inspectors;

(h) respecting fees to be paid for things done under this Act and the regulations;

(i) respecting forms for the purposes of this Act and the regulations;

(j) generally for the better provision of ambulance services within the Province and for the better administration of this Act.

29 *The Ambulance Services Act, chapter A-7.2 of the Acts of New Brunswick, 1981, is repealed.*

30 *This Act or any provision of it comes into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

b) concernant les registres, livres, systèmes de comptabilité, les vérifications, rapports et déclarations qui doivent être conservés et préparés par l'exploitant d'une ambulance;

c) concernant la soumission des déclarations, rapports et renseignements au Directeur;

d) concernant le montant et le genre de couverture d'assurance qui doit être souscrite et maintenue par l'exploitant d'une ambulance, et de la notification de l'annulation de la couverture d'assurance;

e) concernant les révisions effectuées par la Commission de révision des services d'ambulance;

f) prévoyant, sous réserve de la présente loi, la nomination de comités et concernant les pouvoirs, les fonctions et les procédures des comités, y compris les comités prévus par la présente loi ainsi que la rémunération de leurs membres;

g) attribuant des pouvoirs et des fonctions additionnels aux inspecteurs;

h) concernant les droits qui doivent être versés pour des choses faites en vertu de la présente loi ou des règlements;

i) concernant les formules aux fins de la présente loi et des règlements;

j) généralement visant à une meilleure fourniture de services dans la province et une meilleure application de la présente loi.

29 *La Loi sur les services ambulance, chapitre A-7.2 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1981, est abrogée.*

30 *La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.*

SCHEDULE A

Column I Section	Column II Maximum fine
11(4)	\$1,000
11(5)	\$1,000
11(6)	\$2,500
12(5)	\$1,000
14(6)	\$1,000
21	\$1,000
22	\$ 250
23	\$2,500
24	\$2,500

ANNEXE A

Colonne I Article	Colonne II Amende maximale
11(4)	\$1,000
11(5)	\$1,000
11(6)	\$2,500
12(5)	\$1,000
14(6)	\$1,000
21	\$1,000
22	\$ 250
23	\$2,500
24	\$2,500